

Nous serons à Amiens, pour soutenir les Continental et pour défendre nos droits !

mardi 22 décembre 2009, par [LDH \(France\)](#), [Syndicat de la magistrature](#), [Syndicat des Avocats de France \(SaF\)](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2009).

13 janvier à 11 heures : nous serons à Amiens, pour soutenir les Continental et pour défendre nos droits !

Le 13 janvier, les six salariés de Continental à Clairoix seront devant la Cour d'Appel d'Amiens. Cela fait suite à leurs scandaleuses condamnations du 1^{er} septembre (3 à 5 mois de prison avec sursis, et plus de 60.000 euros d'amende).

Le gouvernement, une fois de plus, n'a pas tenu parole. Ses représentants s'étaient engagés à lever les dépôts de plainte, suite au protocole de fin de grève ; cela n'a pas été fait, et c'est pour ça que les Conti ont été condamnés !

La lutte des Conti est emblématique : uni-e-s, nous pouvons faire reculer les prétentions patronales et gouvernementales !

La bataille contre les licenciements n'a pu être gagnée... mais l'absence de riposte nationale coordonnée par les organisations syndicales y est pour beaucoup. Les Conti ont résisté, se sont battu-e-s, ont été à la rencontre de collègues d'autres sites Continental, aux côtés d'autres salarié-e-s en lutte (Goodyear, New Fabris, Molex, Philipps, Freescale, ...). Surtout, ils ont mis en œuvre un fonctionnement démocratique, basée sur des assemblées générales régulières où chacun-e participe à égalité, aux discussions et aux décisions.

A la sortie, les 1.120 travailleurs/ses de Clairoix touchent des indemnités bien supérieures au minimum que patrons et pouvoirs publics entendaient leur octroyer. C'est pour ça que patrons et gouvernement veulent se venger !

Leur « faute » ? S'être révoltés contre le patronat qui jette les salariés à la rue pour sauvegarder ses profits, et contre les pouvoirs publics qui subventionnent ces voyous qui empochent les « aides pour l'emploi » et licencient.

L'envahissement de la sous-préfecture de Compiègne a servi de prétexte à ces condamnations ; pourtant, les « dégâts » pointés du doigt n'avaient rien de commun avec ce que font régulièrement les grands propriétaires terriens de la FNSEA pour demander des subventions publiques pour leurs exploitations agricoles privées, ... et rien de commun avec les dégâts causés à des centaines de familles, sous le coup de l'annonce du chômage, dans une région déjà très touchée.

Solidaires de toutes celles et tous ceux à qui patrons et gouvernement s'attaquent !

Les patrons n'aiment pas qu'on leur résiste : d'une part parce que cela contrarie leurs plans, et surtout parce que cela peut donner des idées à d'autres et ainsi rendre plus difficile la mise en œuvre de tout ce qu'ils ont décidé ... contre nous, pour notre avenir ! C'est ainsi que des délégués actifs dans des grèves un peu médiatisées (Freescall, Capemillar, ...) ont été confrontés à la répression (mises à pied, licenciements)

EDF/GDF a connu des semaines de grève au printemps dernier. Beaucoup de jeunes se sont investies dans ce mouvement, qui n'a sans doute pas bénéficié d'un appui suffisant au plan national. Depuis, les directions d'EDF/GDF essaient de montrer que « l'ordre règne » : les sanctions pleuvent, et plusieurs militants (CGT et SUD) se sont vus signifier leur licenciement. C'est une de ces procédures qui explique la grève de la faim que des responsables de SUD Energie ont débuté mi-décembre.

La Poste met à pied le secrétaire d'un syndicat SUD PTT, parce qu'il a soutenu l'action collective de salariée-s d'une entreprise privée de distribution de courrier, dont la direction a mis la clef sous la porte du jour au lendemain, sans même régler les derniers salaires.

Le patronat s'attaque aussi directement aux syndicats qui le dérangent. Ainsi, la direction de SFR conteste devant le Tribunal la représentativité du syndicat SUD, au motif que vouloir une société autogestionnaire est antirépublicain...

La répression se manifeste aussi à travers les interventions policières : récemment, à Reims, à Nanterre, à Rennes, plusieurs manifestations de lycéen-ne-s, de chômeurs/ses et précaires ont été violemment chargées. Les travailleurs/ses Sans Papier en grève subissent aussi ces interventions, pour leur imposer de quitter les lieux qu'ils occupent : souvent le siège de l'entreprise qui les exploitent depuis des années !

La répression, c'est encore, chaque année, le licenciement de quelques 10.000 « salarié-e-s protégé-e-s » (élu-e-s DP, CE, DS, ...). Des salarié-e-s, en fait pas vraiment protégé-e-s ! Certains employeurs sont particulièrement teigneux dans l'anti-syndicalisme. C'est le cas du CE de la Direction Clientèles de la SNCF : le licenciement du délégué du personnel (SUD) a été refusé par l'inspecteur du travail ; le CE a fait appel au ministre pour qu'il valide le licenciement de notre délégué : ça n'a pas marché tellement le dossier est vide ; maintenant le CE a déposé un recours juridique contre le refus de ce licenciement !

Tract de l'Union syndicale Solidaires

**La Ligue des Droits de l'Homme,
Le Syndicat des Avocats de France,
Le Syndicat de la Magistrature
dénoncent la répression envers les Conti**

"Le 1^{er} septembre, six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix ont été condamnés à des peines de 3 à 5 mois d'emprisonnement avec sursis par le tribunal correctionnel de Compiègne pour « destructions de biens d'utilité publique en réunion ».

En avril dernier, apprenant que la fermeture de leur usine était confirmée par la justice, 200 salariés menacés de licenciement avaient exprimé leur désarroi dans les locaux de la sous-préfecture de Compiègne. Tout le monde se souvient des images de cette colère spontanée qui a conduit à la dégradation de quelques biens mobiliers. Plutôt que de prendre conscience de l'intensité de la détresse de ces salariés, le Premier ministre n'avait pas hésité à stigmatiser outrancièrement cette action en indiquant qu'elle était le fait d'une « minorité très agissante et très violente » qu'il convenait de sanctionner sévèrement.

Le gouvernement nous avait pourtant habitués à une réelle mansuétude, tant pour les « patrons voyous » - en dépit de quelques effets de manche médiatiques - que pour les auteurs de véritables saccages appartenant à son électorat traditionnel...

Cette indignation à géométrie variable de la majorité au pouvoir est réellement insupportable, en ce qu'elle alimente la séparation sociale et la désespérance populaire. Il est vrai que les idéologues de la « loi du marché » sont naturellement peu sensibles à l'insécurité salariale et à ses effets dévastateurs. Une fois de plus, cette approche dominante des rapports sociaux n'a pas manqué de se traduire par une instrumentalisation consentie de la justice. Comment analyser autrement le contenu surprenant des réquisitions du parquet suggérant de punir plus sévèrement les prévenus qui contestaient leur participation aux faits ?

De même, comment ne pas s'étonner de condamnations si sévères, prononcées par un juge unique n'ayant pas cru devoir - malgré la complexité de l'affaire et l'importance des enjeux - partager la réflexion judiciaire dans le cadre d'une collégialité ?

Tout se passe comme si cette juridiction solitaire, en parfaite harmonie avec l'air du temps, avait anticipé le vote imminent de la loi Estrosi sur les bandes (résurgence aggravée de la loi anti-casseurs) qui prévoit rien moins qu'une responsabilité collective en matière pénale.

Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et la Ligue des droits de l'Homme dénoncent ce nouvel épisode de la pénalisation du mouvement social et partagent l'émoi des organisations syndicales et politiques qui ont marqué leur solidarité avec « les Conti »."

Nouvelle illustration de la pénalisation du mouvement social Communiqué commun LDH, SAF, SM

Pour soutenir les Continental et pour défendre nos droits : tous à Amiens, le 13 janvier (11 heures devant la gare) Solidaires !